

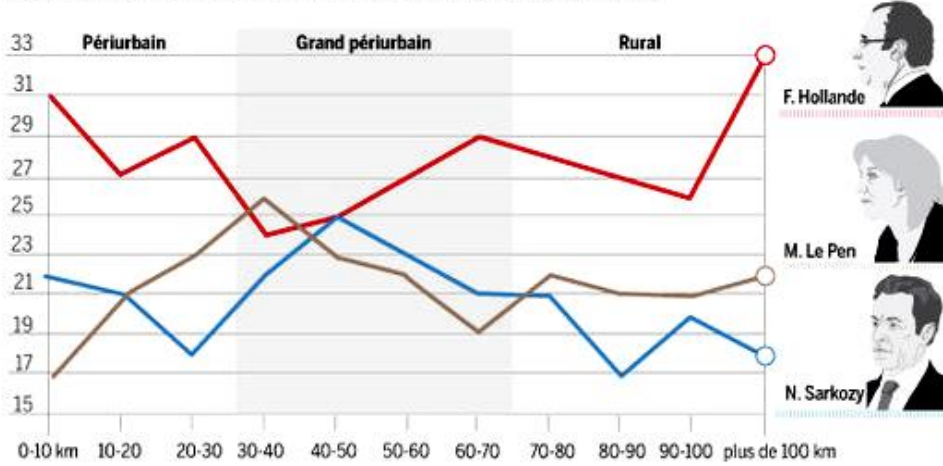
B – Quels sont les déterminants sociologique du vote ?

1. **Dans les démocraties, le vote est le moyen pour le corps électoral d'exprimer un choix, généralement après une phase de débats.** Il s'appuie sur le présupposé que les citoyens sont capables d'analyser les enjeux et d'exprimer une décision politique soucieuse de l'intérêt de la nation. Dans les faits, les citoyens ne disposent pas toujours des moyens de procéder à cet examen. Les électeurs peuvent ainsi voter par habitude ou par prédisposition affective vis-à-vis d'un parti ou d'un candidat, voire même décider de s'abstenir. Depuis les années 70, on croit constater un changement profond dans les comportements électoraux : les électeurs voterait de moins en moins en fonction de préférences politiques liées à leur socialisation primaire (enfance, adolescence) et de plus en plus en fonction de la conjoncture politique et économique.
2. **La sociologie électorale** tire son origine des travaux pionniers d'André Siegfried réalisés au début du XXe siècle qui compare les comportements électoraux avec la géologie du sol, l'habitat, le régime de propriété et la pratique religieuse. Elle bénéficie d'un souffle nouveau aux Etats-Unis avec les études de Paul Lazarsfeld. Il inaugure la méthode d'enquête par interviews pour l'élection présidentielle américaine de 1940. Quelques années après, le modèle de Michigan cherche à établir des corrélations entre le comportement électoral et les caractéristiques sociologiques des individus. Depuis lors, les études se sont multipliées dans l'ensemble des démocraties occidentales. Elles sont soutenues par une forte demande sociale concernant l'analyse et la prévision électorale, notamment de la part des acteurs politiques (élus, partis) et des médias (sondages).

1 – L'approche écologique

1. **L'écologie électorale vise à établir des corrélations entre les préférences électorales et les caractéristiques économiques, démographiques, culturelles et religieuses d'un espace donné.** Elle se fonde sur le constat empirique de régularités de comportements politiques à l'échelle d'un territoire donnée. La densité des zones d'habitation, le sentiment communautaire, la taille des propriétés influence le vote. La manière dont se répartie la propriété au sein d'une population agit sur les liens que les individus entretiennent entre eux, ainsi que sur la morphologie de l'habitat.
2. Dans « *Tableau politique de la France de l'Ouest* » (1913), **André Siegfried**, en étudiant les résultats électoraux de 14 départements entre 1871 et 1910, propose un modèle d'analyse électorale fondée sur la structure sociale telle qu'elle résulte du type de sol, du mode de peuplement et du régime de propriété. Pour lui « **le granit vote à droite, le calcaire vote à gauche** ».
- ✓ **Le vote conservateur** : il est exprimé par des individus vivants sur un sol granitique qui produit un terrain accidenté et donc un habitat dispersé, c'est-à-dire de grandes fermes possédées par de grands propriétaires. Les communautés y sont davantage repliées sur elles-mêmes, plus fortement hiérarchisés, et l'influence du clergé est plus forte, ce qui favorise le vote à droite.
- ✓ **Le vote républicain** : un sol calcaire permet un développement de grandes communautés du fait de la rareté de l'eau, une population de petits et moyens propriétaires où les relations sociales sont moins hiérarchisées et plus égalitaires, ainsi que plus éloignées de l'influence de l'Eglise. Le vote à gauche domine.
3. Dans « *Paysans de l'Ouest* » (1960), **Paul Blois met en avant le facteur historique.** Des événements historiques majeurs peuvent déterminer les structures mentales sur le long terme. Il observe ainsi que le département de la Sarthe se divise entre les cantons de l'ouest, conservateurs et les cantons du sud-est, plus avancés. Il explique cette différence par la présence d'une culture, homogène et forte, propre aux paysans riches des cantons de l'ouest qui n'ont jamais vraiment accepté la Révolution, contrairement aux paysans du sud-est, plus pauvres et plus dépendants des activités artisanales. Paul Blois montre ainsi que la détermination des opinions politiques peut avoir des origines très anciennes et que l'analyse de la structure sociale seule ne suffit pas à l'expliquer.
4. Dans « *Fractures françaises* » (2011), **Christophe Guilluy** et d'autres chercheurs observent que **la distance à la ville**, qu'ils appellent le « **gradient d'urbanité** », **est devenue un déterminant du vote électoral.** Ainsi, Le Front national se renforce en France mais s'affaiblit dans les villes. Depuis 2012, le rejet de Jean-Marie puis de Marine Le Pen par les habitants des **grandes agglomérations** s'est confirmé. A l'inverse, **le péri-urbain** et les périphéries les plus lointaines renforcent leur adhésion à ce parti. Comment expliquer cette tendance ? La sociologie recoupe la géographie. Au cours des dernières décennies, ces grandes couronnes périurbaines ont connu de profonds bouleversements sociodémographiques. Les agriculteurs n'y sont plus qu'une poignée. Autour des vieux noyaux villageois se sont adjoints des lotissements pavillonnaires et de petits immeubles d'habitat social. Là se sont installées des populations venues des centres villes ou, plus souvent, des banlieues proches. Selon Michel Bussi, les « *frustrations sociales* » générées par ce « *mélange d'éloignement choisi et de relégation subie* » seraient propices à l'expression d'un « **vote de protestation** ». Selon lui, ces populations sont victimes d'une « *ascension sociale inachevée* ». Le prix à payer pour la vie qu'ils ont choisie est élevé: emprunts immobiliers, temps de transports, éloignement par rapport aux services publics. L'isolement, qui peut être le fruit de stratégies individualistes, a aussi ses revers: le repli sur soi et le rejet de l'autre.

INTENTIONS DE VOTE EN FAVEUR DES TROIS PRINCIPAUX CANDIDATS, en %



5. Si cette approche semble séduisante par son degré de généralité, elle comporte des limites importantes.
- ✓ Tout, d'abord, comme le soulignent Nonna Mayer et Pascal Perrineau dans « *Les comportements politiques* » (1992), les relations entre comportement électoral et ces différents facteurs ne sont que des **corrélations**, elles ne permettent pas d'établir de lien de causalité, mais seulement des probabilités de vote.
 - ✓ Ensuite, derrière ces oppositions géographiques se cachent des mutations sociales profondes. On avait hérité du XIX^e siècle d'une organisation simple opposant des quartiers centraux plutôt bourgeois et administratifs à des banlieues essentiellement ouvrières et industrielles avec bien sûr des exceptions. En cinquante ans, cette organisation fonctionnelle, sociale et électorale, s'est considérablement diversifiée et complexifiée à travers les bouleversements quantitatifs et qualitatifs de l'étalement urbain. Sous l'effet de l'augmentation des prix immobiliers, les centres se sont encore embourgeoisés, et dans le même temps, beaucoup de périphéries industrielles et ouvrières se sont à la fois "moyennisées" et tertiarisées.
 - ✓ Enfin, à cela s'ajoute l'instabilité des appartenances et des identités idéologiques. La nouvelle bourgeoisie intellectuelle, qui se renforce dans les centres villes (les « bobos »), est non seulement plus libre de mœurs, mais moins attachée aux valeurs traditionnelles de la droite. Elle vote plus à gauche. Simultanément, avec la désouvriérisation, le chômage, la baisse du militantisme politique et de l'engagement syndical, la fidélité des couches populaires aux partis de gauche devient moins constante, et surtout s'érode au fil du passage des générations.

2 – L'influence des appartenances sociales

1. Lorsqu'on étudie les résultats des élections présidentielles de 2012, on s'aperçoit que l'électorat des différents candidats n'est pas le même sociologiquement :

Résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2012

	N. Arthaud*	P. Poutou*	J.L. Mélenchon	F. Hollande	E. Joly*	F. Bayrou	N. Sarkozy	N. Dupont-Aignan*	M. Le Pen	J. Cheminade*	Total %
ENSEMBLE	0,6	1,1	11,1	28,6	2,3	9,1	27,2	1,8	17,9	0,3	100
Sexe											
Homme	0	0	14	27	2	9	25	2	21	0	100
Femme	1	2	9	30	3	9	29	2	15	0	100
Age											
18-24 ans	0	2	8	29	5	8	27	3	18	0	100
25-34 ans	0	2	13	32	4	9	18	2	20	0	100
35-44 ans	0	2	11	29	2	11	21	1	23	0	100
45-59 ans	0	1	12	30	1	9	25	2	19	1	100
60 ans et plus	1	0	11	25	2	9	37	2	13	0	100
Profession de l'interviewé											
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	0	0	3	21	0	9	42	0	25	0	100
Profession libérale, cadre	0	0	9	30	6	12	33	2	8	0	100
Profession intermédiaire	0	1	14	34	3	10	22	2	12	2	100
Employé	1	2	12	28	3	9	22	2	21	0	100
Ouvrier	0	0	11	27	2	9	19	3	29	0	100
Retraité	1	1	12	29	1	8	33	1	14	0	100

- ✓ Le candidat Hollande est surreprésenté dans l'électorat féminin, jeune, actif et dans les couches moyennes salariées (cadres et professions intermédiaires). Il l'emporte au second tour parce qu'il attire une majorité des électeurs d'origine populaire (ouvriers et employés).
- ✓ Le candidat Sarkozy est, quant à lui, surreprésenté dans l'électorat féminin, âgé, inactif et dans les couches moyennes traditionnelles (agriculteurs, artisans, petit commerçant) et les couches aisées (professions libérales, cadres dirigeants, industriels et gros commerçants) de la population.
- ✓ La candidate Le Pen est, elle, surreprésentée dans l'électorat masculin, relativement jeune (35-44 ans), actif appartenant aux milieux populaires indépendants (petits artisans ou petits commerçants) ou salariés (ouvriers, employés).
- ✓ Le candidat Mélenchon est, lui, surreprésenté dans l'électorat masculin, jeune (25-34 ans), actif et dans les couches moyennes salariées inférieures (professions intermédiaires, employés qualifiés).

Résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2012

En %	François Hollande		Nicolas Sarkozy	
	Rappel Royal 2007	2012	Rappel Sarkozy 2007	2012
Résultats sur les exprimés	46,9	51,6	53,1	48,4
Sexe				
Hommes	44	54	56	46
Femmes	50	50	50	50
Age				
18-24 ans	54	60	46	40
25-34 ans	49	53	51	47
35-49 ans	48	56	52	44
50-64 ans	57	54	43	46
65 ans et plus	28	40	72	60
Catégorie socio-professionnelle				
Cadres et professions intellectuelles	48	57	52	43
Professions intermédiaires	53	52	47	48
Employés	51	58	49	42
Ouvriers	56	68	44	32
Retraités et autres inactifs	43	48	57	52

Base : votants exprimés

- Il semble donc qu'il y ait un lien entre l'orientation du vote et l'appartenance à un certain nombre de groupes sociaux liés au genre (masculin/féminin), à l'âge (jeunes/personnes âgées), à l'activité (actifs/inactifs), au statut socioprofessionnels (salariés/indépendants), au diplôme (diplômés/non diplômés)...Le vote est déterminé par son appartenance sociale ?

a) – Le rôle des groupes d'appartenance

- A partir des années 1940, les sociologues vont montrer que le vote ne dépend pas des campagnes électorales mais des groupes sociaux d'appartenance. Deux modèles ont été développés :
- Le modèle de l'université de Columbia : dans *The People's Choice* (1944), Paul Lazarsfeld étudie les effets d'une campagne sur le vote. A l'occasion de l'élection présidentielle américaine de 1940, il va interroger de manière répétée un échantillon représentatif d'habitants de l'Ohio tout au long de la campagne et s'apercevoir que la grande majorité d'entre eux avait arrêté son choix avant même l'ouverture de cette campagne sans s'en départir par la suite. Plus encore, ils remarquent que cette orientation initiale était étroitement liée au groupe d'appartenance de chacun, défini par son statut social, sa religion et son lieu de résidence :

- le vote républicain : il augmente avec le niveau social, majoritaire chez les individus de statut élevé (71 %), chez les protestants et chez les populations rurales ; autrement dit, près des trois-quarts des électeurs républicains correspondent à la figure du WASP (White Anglo-saxon Protestant) ;
- le vote démocrate : ce sont des électeurs au statut social peu élevé, catholiques et urbains.

Le modèle de Lazarsfeld est déterministe. Leur conclusion est qu'« une personne pense politiquement comme elle est socialement ». Un constat qui relativise l'influence des campagnes et plus généralement celle des médias sur les orientations électorales. Mais cette observation ne vaut que tendanciellement, elle n'est pas un absolu. Elle signifie seulement que plus un individu a des caractéristiques propres à un de ces deux ensembles et plus il a de chances de voter pour le parti correspondant.

✓ **Le modèle de l'université de Michigan** : dans *The American Voter* (1960), Angus Campbell, Philip Converse, Warren Miller et Donald Stokes critiquent le modèle déterministe de Columbia et revalorisent les **facteurs psychologiques individuels**. A partir d'enquêtes électorales menées avant et après les scrutins, ils mettent en avant le rôle d'une variable plus psychologique, « **l'identification partisane** », c'est-à-dire *l'attachement plus ou moins, quasiment affectif, à une formation politique donnée, à leurs programmes et à leurs candidats qui oriente leurs préférences politiques*. Aux Etats-Unis, ces enquêtes montrent que l'identification partisane :

- **Est le principal déterminant du vote**. Souvent forgée dès l'enfance au sein du milieu familial, celle-ci agit comme un raccourci cognitif qui filtre la vision du monde et épargne aux individus une attention soutenue à la vie politique.
- **Augmente avec l'âge**, ce qui signifie que la mobilité sociale n'affecte pas l'identification partisane.

Par conséquent, pour les tenants de cette approche, il est préférable de **se focaliser sur l'électeur socialisé** de manière continue depuis l'enfance, notamment à travers la famille (qui assure largement la transmission des préférences politiques), plutôt que sur les facteurs sociaux mis en avant par le modèle de Columbia. Il a aussi pour mérite de souligner les dimensions psychologiques de la vie politique : le concept d'identification partisane permet de comprendre comment des personnes peu intéressées par la politique peuvent néanmoins participer aux élections et **voter autant par habitude que par conviction**.

b) – **Le rôle du sexe et de l'âge renvoie à d'autres appartenances**

4. **Certains sociologues ont mis en avant le rôle de variables démographiques dans l'orientation du vote** : le **sexe**, ou plutôt le **genre**, et **l'âge**. Ces variables sont-elles déterminantes pour expliquer l'orientation du vote ?

✓ **Le sexe ou le genre n'a pas d'effet sur le vote** si ce n'est que les femmes ont une réticence persistante à voter pour les partis extrémistes. Le vote FN, en particulier, est le plus masculin de tous. Cependant, elles ont longtemps été plus conservatrices que les hommes lorsqu'une majorité des femmes étaient inactives. Dans *Des femmes en politiques* (1988), Mariette Sineau montre que le lissage des comportements électoraux entre les hommes et les femmes est dû à leur **insertion dans la vie professionnelle** (Les femmes qui formaient 34,6% de la population active en 1954, représentent aujourd'hui 48% de l'ensemble), au détachement progressif vis-à-vis de la **pratique religieuse** (En 1952, 52% des femmes étaient des pratiquantes régulières contre 29% des hommes. Au début des années 1990, cet écart s'est sensiblement réduit, principalement parce que le nombre de pratiquants n'a cessé de chuter) et à **l'augmentation du niveau d'instruction** (En 1950, sur 125 000 étudiants, il n'y avait que 44 000 femmes. A partir de 1971, elles deviennent plus nombreuses que les hommes dans l'enseignement supérieur). Ces trois facteurs - éducation, travail, désaffection à l'égard de la religion - vont dans le même sens. Le sens d'une **plus forte politisation** et d'un **plus grand engagement à gauche**. Il faut ajouter, qu'en France, les femmes de statut socioprofessionnel et de niveau d'instruction élevés votent plus à gauche que les hommes de même niveau, ce d'autant mieux que les formations politiques correspondantes ont intégré dans leurs démarches des valeurs féministes.

Le vote selon le sexe et l'âge au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2012

	F. Hollande	N. Sarkozy	Total %
ENSEMBLE	51,6	48,4	100
Sexe			
Homme	52	48	100
Femme	51	49	100
Age			
18-24 ans	57	43	100
25-34 ans	62	38	100
35-44 ans	53	47	100
45-59 ans	54	46	100
60 ans et plus	41	59	100

✓ **En ce qui concerne l'âge, plus il s'élève, et plus l'on a tendance à voter à droite (à partir de 40-45 ans)**. Mais ce phénomène ne signifie pas que l'âge est déterminant pour l'orientation du vote. En fait, il faut distinguer l'effet d'âge et l'effet de génération :

- **Un effet d'âge** établit un lien de causalité entre l'âge biologique moyen de la sous-population étudiée et la variable considérée toutes choses étant égales par ailleurs, ce qui signifie que le seul fait d'avoir un certain âge détermine au moins en partie le vote telle que constaté pour cet âge. Or, le vote à droite pour les personnes âgées tient moins à un effet d'âge qu'à « **un effet patrimoine** ». A mesure que l'on vieillit, on accumule des éléments de patrimoine. Or, dans « *France de gauche, vote à droite* » (1981), Jacques Capdevielle et Elizabeth Dupoirier montrent que le vote à droite augmente à mesure que le nombre d'éléments de patrimoine possédés s'accroît. Il faut ajouter que les personnes âgées ont une tendance plus grande à pratiquer **une religion**. Dans « *Les vieux et le*

pouvoir de suffrage » (1981), Bernard Denni montre qu'il n'existe pas d'effet d'âge car si on pondère la part de votant à droite parmi les 18-39 ans par les attributs « pratique religieuse » et « cumul d'un patrimoine », on obtient alors la même proportion que pour les plus de 65 ans. Comme le note Anne Muxel dans « *Les jeunes* » (Atlas électoral, 2007) : « *au fil des élections, le vote des jeunes a perdu de sa spécificité et se démarque moins de celui de leurs aînés que par le passé. Son évolution suit les effets de l'alternance et se rallie peu à peu, à quelques nuances près, aux choix que l'on retrouve dans l'ensemble du corps électoral* ».

- **Un effet de génération** établit un lien de causalité entre la génération de laquelle ressort la sous-population étudiée et la variable considérée toutes choses étant égales par ailleurs, ce qui signifie que le seul fait d'appartenir à une certaine génération détermine au moins en partie le vote parce que cette génération a une histoire commune (la génération de mai 68, par exemple). Dans « *Âge et politique* » (1991), Annick Percheron remarque que la jeunesse amplifie les tendances électorales qui se manifestent dans une conjoncture donnée. Contrairement à ce que l'on croit souvent, la jeunesse n'est donc pas naturellement progressiste. Il peut par contre se produire « un effet de génération » lorsqu'une classe d'âge, marquée par des événements fondateurs, doit voter pour la première fois (guerre d'Algérie, mai 68). A partir de 1968, on note par exemple un mouvement de désaffection à l'égard des partis politiques traditionnels aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, ainsi qu'un déclin des identifications partisans, phénomène lié à une période particulière marquant toute une génération : rejet de la société de consommation, valeurs post-68, guerre du Vietnam, etc.

✓ Au total, derrière le sexe ou le genre et l'âge se cachent d'autres variables sociologiques plus déterminantes telles que le patrimoine, la religion, l'effet de génération. Le niveau de revenu, le degré d'instruction, l'âge ou bien encore le sexe sont peu prédictifs du résultat de l'élection.

c) – **Le rôle de la catégorie sociale et de la classe sociale**

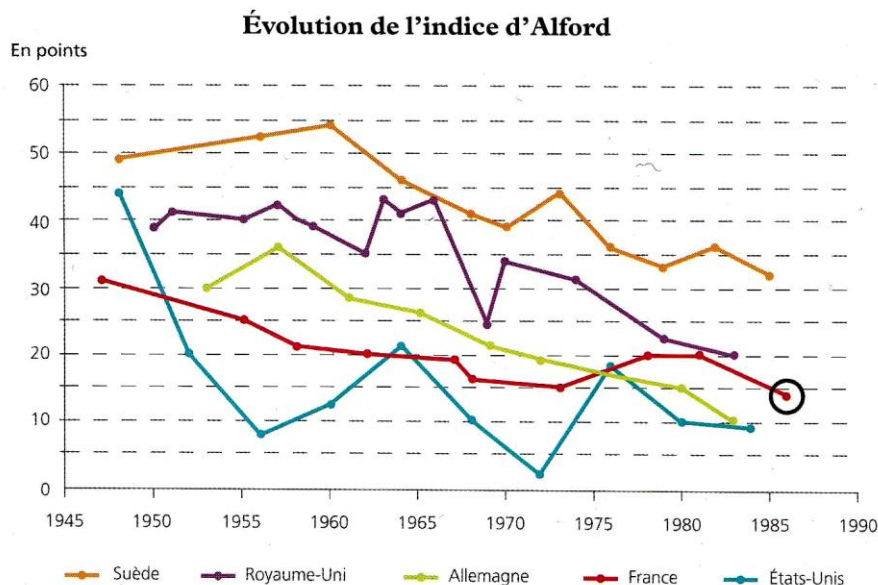
1. **La relation entre statut socio-économique et vote se vérifie dans toutes les démocraties occidentales.** Dans « *La Boutique contre la gauche* » (1986), **Nonna Mayer** montre le clivage important qu'il existe, en France, entre les **travailleurs indépendants** et les **salariés**. Les premiers votent très majoritairement à droite ou au centre, qu'ils soient agriculteurs, commerçants ou petits industriels ; les seconds votent beaucoup plus souvent à gauche. Au sein du monde des salariés, le classement des catégories socio-professionnelles en fonction de leur inclination vers la gauche se révèle d'une grande stabilité : les salariés du **secteur public** lui sont plus favorables que ceux du **secteur privé** ; de même, les ouvriers et les employés plus que et les cadres supérieurs. Les fonctionnaires sont un électorat important puisque 30 % des électeurs occupe un emploi public. Leur surqualification fait qu'ils sont de plus en plus attirés par l'extrême gauche : près de 20 % des surdiplômés du secteur public ont voté pour ces partis en 2002.

Le vote selon la catégorie sociale au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2012

	F. Hollande	N. Sarkozy	Total %
ENSEMBLE	51,6	48,4	100
Profession de l'interviewé			
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	30	70	100
Profession libérale, cadre	52	48	100
Profession intermédiaire	60	40	100
Employé	56	44	100
Ouvrier	58	42	100
Retraité	43	57	100
Statut de l'interviewé			
Salarié	56	44	100
<i>Dont... Salarié du privé</i>	52	48	100
<i>Dont... Salarié du public</i>	65	35	100
A votre compte	39	61	100
Au chômage	62	38	100

2. **Pendant longtemps, l'appartenance de classe a été une variable déterminante du vote.** En Europe, plus encore qu'aux États Unis, les clivages partisans se sont constitués sur une base de classe, les ouvriers portant plus volontiers leurs suffrages aux partis de gauche et les classes moyennes et supérieures aux partis de droite (Martin Lipset et Stein Rokkan, *Party Systems and Voter Alignments : Cross-National Perspectives*, 1967). L'enquête comparative dirigée alors par Richard Rose dans douze pays confirme que **la classe sociale est la première variable explicative du vote** dans cinq des pays étudiés (Finlande, Norvège,

Suède, Australie, Grande Bretagne) et qu'elle vient juste après la religion dans quatre autres (Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas). En France l'enquête pionnière de **Guy Michelat** et **Michel Simon** dans « *Religion, classe sociale, patrimoine et comportement électoral : l'importance de la dimension symbolique* », (1985) souligne le rôle structurant de la classe sociale et de la religion. **Le clivage électoral** majeur oppose le monde ouvrier, majoritairement déchristianisé, qui voit dans le Parti communiste le défenseur naturel de la classe ouvrière, et vote en majorité pour la gauche, à celui des catholiques déclarés, principalement issu des classes moyennes rurales ou urbaines, acquis aux valeurs et aux partis de droite.



Indice d'Alford = % d'ouvriers qui vote à gauche – % des non-ouvriers qui vote à gauche

- **L'indice est égal à 100.** Dans ce cas, tous les ouvriers votent pour la gauche alors qu'aucun non-ouvrier ne vote pour la gauche. On a donc un vote de classe parfait.
 - **L'indice est égal à 0.** La proportion d'ouvriers et de non-ouvriers qui votent à gauche est la même. Il n'y a donc pas de vote de classe.
 - **L'indice est compris entre 0 et 100.** C'est le cas le plus courant. Dans ce cas, plus l'indice tend vers 100, plus le vote de classe est marqué.
 - **L'indice est négatif.** Dans ce cas, le % de non-ouvriers votant pour la gauche dépasse celui des ouvriers.
3. **Cependant, il existerait depuis le début des années 1970 en France comme en Europe et aux États-Unis, un déclin du vote de classe.** Sur la base de l'indice d'Alford, qui offre une mesure simple de la relation puisqu'il est calculé par une simple soustraction entre la proportion d'ouvriers ou de « manuels » qui votent pour la gauche et celle des non-ouvriers qui votent à gauche, nombre d'auteurs concluent à un affaiblissement graduel de la relation entre classe sociale et vote, généré par le passage à la **société post-industrielle**. La tertiarisation de l'économie, la montée des cols blancs et la « moyennisation » de la société viendraient brouiller les frontières de classe. La hausse du niveau d'études et la montée des valeurs hédonistes et permissives du « post-matérialisme » théorisé par Ronald Inglehart rendraient les citoyens plus autonomes et critiques. Elles favoriseraient l'**émergence d'une nouvelle gauche** (écologistes, alternatifs), défendant des enjeux non pris en charge par les partis traditionnels. Ces transformations éroderaient les clivages anciens, et rendraient les électeurs plus sensibles à la conjoncture et aux paramètres de l'offre électorale.
4. **Pourtant, de nombreux travaux ont montré la persistance du vote de classe.** Tout d'abord, il faut noter que cet **indicateur est relativement fruste** (il cerne de manière contestable le concept de classes sociales car les classes ne se résument pas à une opposition ouvriers/non ouvriers) et laisse de côté la question de l'abstention, qui est pourtant socialement marquée (ce sont dans les milieux populaires qu'elle est la plus forte). Les principaux clivages de classe mis en lumière par les enquêtes de 1978 et de 1988 n'ont pas disparu, ils se sont déplacés, sous l'effet du changement socioprofessionnel et politique. **L'opposition principale ne passe plus entre ouvriers et non-ouvriers mais entre travailleurs indépendants et salariés**, la résistance de la gauche chez les salariés moyens et supérieurs, en particulier ceux du public, venant compenser son recul chez les ouvriers. Ces résultats vont dans le sens d'autres travaux menés en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Sur le long terme, réalignements et désalignements de classe se compensent. Il n'y a pas un modèle unique et invariant du « vote de classe », qui serait celui des ouvriers votant pour la gauche, et l'orientation à gauche de plus en plus marquée des salariés non ouvriers et notamment ceux du secteur public rentre aussi dans la catégorie des « réalignements » de classe. L'autre opposition, qui est aussi un marqueur de classe, oppose les détenteurs d'un patrimoine, qui votent majoritairement à droite, et ceux qui ont un faible patrimoine qui vote à gauche.

d) – Le rôle du patrimoine

1. **Le patrimoine est une variable lourde de l'orientation du vote.** Plus il est important, plus le vote se situe à droite ce qui peut s'expliquer :
 - ✓ **Par la socialisation politique que l'on a reçue dans une famille détenant du patrimoine.** Si l'héritage est important, on aura transmis à l'enfant des valeurs de droite qu'il reproduira à l'âge adulte.
 - ✓ **Par le fait que la défense du droit de propriété, de la sécurité, de l'argent appartient à la droite** alors que la gauche est plus partageuse (impôt progressif, impôt sur la fortune) et est considérée comme moins efficace en matière de sécurité.

L'effet patrimoine aux élections présidentielles de 2007



	Aucun	Livret A	Logement	Logement + Livret A	Logement + actions	Logement + résidence secondaire + actions + Livret A	Ensemble
S. Royal	57	56	48	45	37	31	47
N. Sarkozy	43	44	52	55	63	69	53

D'après V. Le Hay et M. Sineau, « L'effet patrimoine : 30 ans après, le retour ? », *Revue française de science politique*, vol. LX, n°5, octobre 2010

e) – Le rôle de la religion

2. **Plus encore que l'origine, la variable religieuse influence particulièrement le vote des citoyens.** Plus on est catholique pratiquant, plus on vote à droite, notamment vers l'UMP. Ainsi, 76% des pratiquants réguliers et 62% des pratiquants occasionnels ont voté pour Nicolas Sarkozy à la présidentielle de 2012. En revanche, 68% des sans religion ont voté François Hollande contre 32% pour Nicolas Sarkozy. Cette préférence tire notamment son origine dans les combats laïques menés par la gauche aux XIXe et XXe siècles. Par ailleurs, les catholiques pratiquants s'identifient davantage à des valeurs d'ordre, de sécurité, de légitimité, et aux valeurs familiales traditionnellement plus associés à la droite. Dans « *Classe, religion et comportement politique* » (1977), **Guy Michelat** et **Michel Simon** montrent que la variable religieuse explique mieux le vote que la variable de classe. En effet, le vote de gauche varie davantage en fonction de la pratique religieuse qu'en fonction de l'appartenance objective à la classe ouvrière.

Résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2012

	 F. Hollande	 N. Sarkozy
ENSEMBLE	51,6	48,4
Religion		
Catholique	43	57
<i>Dont pratiquant régulier</i>	24	76
<i>Dont pratiquant occasionnel</i>	38	62
<i>Dont non pratiquant</i>	46	54
Autre religion	63	37
Sans religion	68	32

3. **Le vote des musulmans est quant à lui très marqué par l'abstention.** Moins de la moitié des musulmans se déplacent pour aller voter, ce qui est la traduction électorale de leur faible niveau d'intégration dans la société française. Mais il est très homogène et très marqué à gauche. La gauche bénéficie de son image émancipatrice et décolonisatrice. Le débat récurrent sur la place de l'islam dans l'espace public renforce aussi le réflexe anti droite.

3 – L'émergence d'un nouvel électeur ?

a) – L'électeur est-il rationnel ?

1. **En 1957, Anthony Downs dans « An Economic Theory of Democracy » a développé le modèle de l'électeur stratégique.** Le vote de l'électeur résulte d'un calcul coûts-avantages utilitaristes établi en fonction de l'offre électorale (candidats, programmes) et des enjeux de l'élection (nationaux, locaux). L'électeur se comporte alors comme un **consommateur sur un marché**. A partir de ses prédispositions politiques, il opère des arbitrages pour parvenir au choix électoral qui lui paraît le moins insatisfaisant ou le plus satisfaisant. L'électeur affranchi de l'influence de ses groupes d'appartenance effectuerait un calcul rationnel afin de maximiser son utilité. La stabilité du comportement électoral, qui était à la base du « paradigme de Michigan », devient l'exception.

2. Au tournant des années 1980, certains chercheurs, constatent **l'affaiblissement de l'affiliation déclarée à un parti** et la progression d'une **volatilité électorale**, vont avancer la montée d'un **électorat stratégique** qui pourrait exprimer :
 - ✓ **Un vote rétrospectif** : l'électorat serait davantage enclin à évaluer l'équipe sortante et à la sanctionner si elle est jugée inefficace.
 - ✓ **Un vote sur enjeu** : le choix électoral serait influencé par les prises de position des différents candidats sur les problèmes placés au cœur du débat public. Cela suppose que l'électeur, plus instruit et informé, perçoive des différences de position entre les candidats et vote pour un candidat parce qu'il est proche de sa position sur le sujet, et non en fonction de son étiquette politique. Selon **Norman Nie, Sidney Verba et John Petrocik** dans « *The Changing American Voter* » (1976), le vote sur enjeux est le résultat de l'autonomisation et de l'individualisme croissants des sociétés occidentales. L'électeur rationnel adapte son vote aux grandes questions politiques, sociales et économiques du moment, ce qui rend son choix plus volatil.
3. **La compétition électorale est alors envisagée comme un véritable marché politique au sein duquel se rencontrent une offre et une demande.** Les thèmes et enjeux des campagnes électorales deviennent essentiels pour les partis politiques qui cherchent, par leurs programmes respectifs, à séduire le maximum d'électeurs. On peut mentionner les hypothèses fortes (électeur capable de choisir entre plusieurs alternatives et de hiérarchiser ces dernières, choix portant sur l'alternative maximisant son utilité...) au fondement du modèle de l'électeur rationnel.

b) – Observe-t-on une hausse de la volatilité électorale ?

4. **A partir des années 60, on constate aux Etats-Unis une plus forte volatilité électorale.** Cette notion renvoie à l'instabilité du vote, c'est-à-dire à la *proportion croissante d'électeurs qui entre deux scrutins consécutifs, passaient de gauche à droite ou vice versa.* Dans « *Political attitude in America* » (1989), **Paul Abramson** montre qu'à partir de ces années, le concept d'identification partisane n'a plus la même force prédictive. Cet affaiblissement est lié à l'atténuation de la transmission familiale des préférences politiques : si dans les années 50, 70 % des jeunes s'identifient au même parti que leurs parents, ils ne sont plus que 50 % à le faire dans les années 70. Cette volatilité apparaît également en France, mais plus tardivement. Dans « *Le Nouvel Electeur* » (1996), **Philippe Habert** et **Alain Lancelot** ont montré que l'électorat français est devenu plus volatile au cours des années 80. Ce phénomène a surtout été observé chez les classes moyennes salariées, jeunes, diplômées et modérées politiquement, plus enclines à sanctionner la majorité au pouvoir. De plus, la proportion d'indécis avant le scrutin a connu une forte augmentation passant de 15-20 % à 30 %.

Indice de volatilité électorale entre les deux présidentielles de 2007-2012

	Score en 2007	Score en 2012	Ecart
Extrême Gauche	7,3	13,1	5,8
Gauche	31,8	30,9	0,9
Droite	33,4	29,0	4,4
Extrême droite	10,5	17,9	7,4
Ni Gauche, ni droite	20,0	9,1	10,9
Total	100,0	100,0	29,4/2
Indice de volatilité =			14,7

Indice de volatilité électorale = moitié de la somme des écarts entre les résultats des différents partis entre deux élections

- **L'indice varie entre 0 et 100**
 - **La valeur zéro** correspond à une élection ne comportant aucun changement avec l'élection précédente ;
 - **La valeur 100** correspond à un changement extrême du clivage partisan entre deux élections ;
 - **Plus l'indice se rapproche de 100**, plus l'élection étudiée se distingue de la précédente.
5. Ce phénomène serait lié à trois principaux facteurs :
 - ✓ **L'importance du « vote sur enjeu »** : les citoyens voteraient de plus en plus en fonction de leur perception de l'évolution de leurs conditions de vie. Dans les années 50, la moitié des américains jugeaient les candidats en fonction de leurs positions sur des problèmes cruciaux (protection sociale, intégration des Noirs), ils sont 77 % à le faire en 1964 ; la nouvelle génération serait moins fidèle au parti que leurs parents, ils adapteraient leur vote à la situation et à la capacité supposée des candidats pour résoudre les problèmes qu'ils ont identifiés.
 - ✓ **Le changement des structures socio-économiques** : le développement du secteur tertiaire et l'accroissement des classes moyennes conduiraient à rendre plus difficile l'identification à une classe sociale.
 - ✓ **La diminution de l'influence religieuse** : la pratique religieuse connaît un affaiblissement (dans les années 60, 20 % des catholiques français allaient à la messe le dimanche, ils ne sont plus que 8 % en 2010).

4. Toutefois, comme le souligne **Patrick Lehinge** dans « *Faux concept et vrai problème : la volatilité électorale* » (2005), **la volatilité électorale est un concept fourre-tout** qui ne concerne en réalité qu'une minorité d'électeurs instruits et stratégés. Tout le monde n'a pas le même rapport à l'acte de vote.
- ✓ **D'une part, les formes de la volatilité sont variables :**
- **C'est la mobilité entre abstention et vote** qui apparaît la plus significative. La volatilité principale et la croissance de la volatilité totale sont liées à la progression de **l'abstentionnisme intermittent**. Son impact électoral est puissant : l'intermittence de la participation est la source principale des alternances politiques.
 - **Le deuxième type de volatilité la plus courante est celle interne à un camp** (gauche ou droite). On reste dans sa « famille » politique mais on s'y déplace (du vote PC au vote PS, du vote PS au vote Vert...). La multiplication des partis dans les années 1980 et la fragmentation du système partisan ont eu pour effet d'accroître l'instabilité : elle est aussi un effet de l'offre. Il est tout à fait concevable qu'un électeur change son vote sans pour autant changer intérieurement de convictions politiques.
 - **Enfin, la mobilité « transgressive »** (passer de gauche à droite, ou inversement) **est marginale**. Elle ne concerne que 10 % des électeurs depuis les débuts de la Ve République. La barrière gauche/droite demeure relativement imperméable. Le profil de ces électeurs transgressifs est très variable : on trouve à peu près une moitié d'électeurs informés et politisés plutôt conformes à la figure de l'électeur stratège. L'autre présentant des caractéristiques opposées : faibles intérêt et compétence pour la politique.

Différences de trajectoire entre la présidentielle et les législatives de 2007

En %	Stables de gauche	Stables de droite	Mobiles entre gauche et droite	Ensemble du panel
Professions				
Indépendants	7	14	6	11
Cadres supérieurs, professions libérales	13	15	7	7
Enseignants	8	2	5	3
Professions intermédiaires	23	23	14	19
Employés	24	20	32	22
Ouvriers	16	14	25	24
Etudiants	7	5	7	9
Inactifs	2	7	4	5
S'en sortir avec ses revenus				
Difficilement	53	42	66	57
Facilement	47	58	34	43
Total	100	100	100	100

B. Cautrès, A. Muxel, *Comment les électeurs font-ils leurs choix ?*, Presses de Sciences Po, coll. Académique, 2009

- ✓ **D'autre part, ce chiffre de 10 % d'électeurs volatils entre droite et gauche est une constante** depuis le début de la Cinquième République, il y aurait donc une « **stabilité de l'instabilité** » (expression de Dormagen et Mouchard dans « *Introduction à la sociologie politique* » (2010)). La volatilité électorale – qui tend à mesurer la proportion d'électeurs changeant de camp d'une élection à l'autre - existe bien, mais elle est loin de concerner une frange majoritaire de l'électorat. La proportion d'électeurs ayant changé de camp politique entre les élections présidentielles de 2007 et celles de 2012 est plus proche de zéro que de 100. Surtout, elle est souvent le fait des individus les moins politisés, à l'opposé de l'hypothèse d'un électeur rationnel. Ce que confirme le fait que part de la volatilité électorale due aux trajets vote-abstention ou vice versa est la plus importante. En effet, la compétence politique des individus est inégale. Elle est d'autant plus affirmée que l'individu occupe une position élevée dans l'échelle sociale (cadre et professions intellectuelles supérieures, ouvriers qualifiés) et qu'il possède un diplôme élevé. En ce sens, le rapport à la politique renvoie à un « cens caché » (Daniel Gaxie) dans la mesure où la compréhension des problèmes politiques n'est pas la même pour tous.
5. **En conclusion, bien qu'il soit toujours possible de rencontrer ce type d'électeur, la thèse de l'homo politicus rationnel n'est pas confirmée.** Il faut, en effet, noter que les études montrent, scrutin après scrutin, que les appartenances sociales (classe, religion, patrimoine, etc.) continuent à peser fortement, tant sur la participation que sur l'orientation du vote où le clivage gauche-droite demeure pertinent. Comme le souligne Dominique Chagnollaud dans « *Science politique* » (2010) : « *les modèles sont inévitablement construits à partir de période électorale et peuvent se trouver partiellement invalidés à d'autres moments. Ceci ne veut pas dire qu'aucun modèle n'est en soi pertinent : il fournit un cadre d'analyse qui doit être confronté avec d'autres, sur la longue durée et dans un même espace géographique, en mesurant les effets de conjoncture par rapport aux continuités structurelles mises à jour* ».



